

### **Quelle politique de privatisation en France ?**

Le gouvernement a annoncé sa volonté d'opérer des privatisations partielles afin de dégager des recettes de 10 milliards d'euros qui seraient affectées à un Fonds pour financer des initiatives dans l'innovation avec le produit du placement de ces sommes. Le ministre de l'Economie semble compter sur un flux annuel de financement de l'innovation de l'ordre de 300 à 400 millions d'euros. Comment comprendre ces initiatives ?

Le monde est plongé depuis une trentaine d'années dans une Nouvelle Révolution Industrielle dont la technologie maîtresse, conduisant à la transformation accélérée des systèmes de production et distribution des biens et services, est l'informatique utilisant la microélectronique comme support technique. Pour simplifier, il s'agit d'une Nouvelle Révolution Industrielle Informatique que l'on peut nommer NRI2. Comme pour les révolutions industrielles précédentes fondées sur la vapeur et l'électricité qui avaient transformé l'industrie, le sens du mot industrie change avec la NRI2 : est industriel, tout ce qui fonctionne à base de processus normés et informatisés. La banque, l'assurance, la logistique ou la publicité sur Internet sont des activités industrielles. Pour suivre la transformation à l'œuvre dans l'économie, la France doit accélérer son effort d'innovation, notamment dans l'économie productive. La BPI est déjà très active dans le financement des entreprises et des start-ups qui essaient de s'adapter à la mutation technologique qui s'accélère. Il s'agit donc d'aller plus loin dans cette direction.

Le diagnostic de la transformation en cours sur lequel travaille le gouvernement est correct. La question est de savoir s'il s'agit d'une initiative majeure ou d'une goutte d'eau supplémentaire dans une politique qui n'a pas la masse critique ?

Alors que l'Allemagne dégage des excédents extérieurs indécents, la France s'enfonce dans le déficit de ses échanges de produits manufacturés. La lourde voiture française, lestée d'une dépense publique gigantesque (56 points de PIB de dépense publique dont 33% de PIB de protection sociale en 2017), a un petit moteur industriel qui peine à exporter. Il s'agit donc de développer massivement notre système productif en renforçant les entreprises actuelles et en doublant le nombre d'ETI, disons de 4 600 actuellement à plus de 9 000 en 5 à 7 ans, car ces dernières investissent et innovent plus que les PME tout en contribuant massivement à la création d'emplois.

Afin de développer massivement nos entreprises productives et exportatrices, nous avons besoin de trois ingrédients aujourd'hui bien identifiés par la recherche économique et industrielle : 1/ une épargne longue investie dans l'appareil de production, 2/ une révolution éducative augmentant rapidement les compétences de la jeunesse et de la force de travail actuelle, 3/ une très nette accélération de l'effort d'investissement et de robotisation de notre appareil de production. Le taux de chômage est aujourd'hui le plus faible dans les économies dont les entreprises sont les plus robotisées, et la France a pris un retard énorme dans ce domaine.

Pour se concentrer sur la modernisation de notre appareil de production, il faut être capable de porter rapidement l'épargne longue investie annuellement dans l'appareil de production de 15/20 milliards d'euros à 45/50 milliards d'euros (2% du PIB français), complétant ainsi l'effort

d'investissement autofinancé des entreprises. Ceci s'opère dans les pays comparables par des fonds de pension recueillant chaque année environ 3% du PIB de cotisations investies aux deux tiers à un horizon de 15 à 20 ans. En France, l'assurance vie est investie à huit ans et le reste de notre épargne est essentiellement liquide.

La politique annoncée de cessions de participations publiques, qui devrait dégager des flux de financement de l'ordre de 1% de ce qui est nécessaire (400 millions au lieu de 40 milliards d'euros annuels), est une agréable et fort utile goutte d'eau dans un lac de besoins de financement productifs qui reste asséchée en dépit de toutes les déclarations ministérielles enflammées depuis quinze ans. Cette politique doit s'inscrire dans une ambitieuse réforme des retraites, avec création de fonds de pension en urgence, pour ne pas risquer d'apparaître comme cyniquement décalée par rapport aux besoins réels. La réforme de nos systèmes de formation initiale et continue doit être massive. La robotisation de la production, le développement des plateformes numériques et l'investissement dans l'intelligence artificielle sont des nécessités vitales face à la NRI2.

Bref, le président et le gouvernement 'causent' bien, mais ils sont tellement loin des mesures qu'il faudrait prendre, que je me contenterai de conclure poliment : peut et doit mieux faire !